



RÉORIENTATION DE L'EUROPE

Bilan de la droite : Le quinquennat Sarkozy, une France isolée dans une Europe faible

Dégradation économique de la situation de la France sur la scène européenne :

la France était, en 2007, le 10^e pays le plus riche de l'Union européenne. Sous les effets conjugués de la crise et de la politique de Sarkozy, elle a décroché d'un rang, se situant désormais en-dessous de la moyenne de la seule zone euro. Elle a par exemple été dépassée par les Pays-Bas dans le classement des exportations de marchandises au monde et par l'Allemagne dans le classement de produits agroalimentaires et des produits agricoles.

L'agitation vaine de la présidence Sarkozy

- La présidence de Nicolas Sarkozy a fortement déplu aux dirigeants européens. Il n'a cessé de s'attribuer le travail mené par d'autres. Fin 2008, sous présidence française de l'Union, Nicolas Sarkozy s'est attribué les réformes lancées par Gordon Brown en faveur du sauvetage des banques
- La méthode employée s'est toujours soldée par un passage en force unilatéral, comme l'a montré l'Union pour la Méditerranée (UPM), projet sans lendemain, ou par un alignement de la France, sur l'austérité prônée par les conservateurs allemands.
- Lors de la crise géorgienne, Nicolas Sarkozy a agi seul pour, au final, une sorte de statu quo au bénéfice de la Russie.
- Affaiblissement du projet politique européen et laisser-faire face aux dérives du secteur financier. Les institutions européennes, la Commission, l'Eurogroupe, la BCE ont été affaiblies et négligées au profit d'une approche exclusivement « *intergouvernementale* ». Nicolas Sarkozy a fait du Conseil européen un exécutif, marginalisant le président du Conseil et de la Commission.
- Sarkozy a laissé la PAC en jachère, tout comme le paquet « *énergie climat* ». Il n'a pas pesé lors du sommet de Copenhague. Il n'a pas défendu l'intérêt de la France en Europe. Rien sur les eurobonds, pas de taxation des transactions financières, échec sur une taxe carbone européenne et refus de toute harmonisation fiscale.
- Le moteur franco-allemand a été abîmé en multipliant les désaccords sur le sauvetage des pays européens confrontés à la crise des dettes souveraines, mais aussi sur le nucléaire ou la fiscalité.

En revanche, Nicolas Sarkozy avec le PPE au Parlement a contribué à renforcer l'arsenal « *anti-immigration* » et « *anti-asile* » en Europe. Il a fragilisé les accords de Schengen.

Engagements de campagne

Engagement n°11 : « *Je proposerai à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance pour sortir de la crise et de la spirale d'austérité qui l'aggrave.* »

En rupture avec le passé, la diplomatie française a privilégié la négociation à l'injonction autoritaire. Contrairement à son prédécesseur, le président français n'a pas voulu que l'Europe se résume à un directoire franco-allemand qui s'aligne systématiquement sur la position de la DCU allemande. Aujourd'hui, Angela Merkel est prise en tenaille entre son opposition social-démocrate à l'intérieur et une majorité de pays européens qui préfèrent une Allemagne européenne à une Europe allemande.

Le TSCG a été complété

Le Pacte budgétaire européen (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance ou TSCG) a été ratifié à l'automne 2012. Sa ratification permet de réorienter l'Europe non pas autour de l'austérité budgétaire, mais autour du sérieux budgétaire et de la croissance. Cette quête du sérieux budgétaire était dans les traités depuis 1997. C'est un coup porté au monde de la spéculation. La mise en place de la taxe sur les transactions financières, longtemps promise, est enfin acquise. C'est à François Hollande qu'on le doit.

Il y a bien eu une renégociation : ce traité était destiné à garantir des équilibres budgétaires, il est devenu un pacte global de redressement qui comporte la croissance, l'emploi, la transition écologique. Le traité ne comporte pas de transfert de souveraineté, mais au contraire, il réaffirme le rôle primordial du Parlement en matière de politiques budgétaires. Mais il met enfin en place la régulation financière comme la taxe Tobin, la supervision bancaire et le soutien direct de la BCE aux États.

La BCE commence à changer

En décidant d'acheter désormais de façon illimitée les obligations d'État des pays fragiles, ce qui offre un ballon d'oxygène à la zone euro et aux États membres aux prises avec des taux d'intérêt élevés, la BCE a prouvé que son indépendance n'est pas incompatible avec l'idée d'un gouvernement économique de l'UE assuré par les dirigeants politiques.

L'accord sur la supervision bancaire

C'est une arme commune de régulation bancaire et un instrument de protection solidaire des épargnants de

l'Union, c'est une réponse politique historique face aux attaques et aux dérives spéculatives du secteur financier.

La croissance, l'investissement et l'emploi comme horizons

François Hollande avait indiqué comme l'ensemble des sociaux-démocrates européens que la sortie de crise passait par un pacte de croissance ambitieux.

Au sommet européen de juin 2012, il a obtenu qu'un pacte de croissance de 120 milliards d'euros complète le pacte de stabilité.

Pour aller plus loin

- Renforcer l'union bancaire et économique pour libérer l'Europe de la dictature des marchés, et conjurer les risques de crise systémique.
- Initier de grands projets communs pour répondre aux défis sociaux (croissance, emploi) et environnementaux et sortir de la stagnation économique.
- Créer un « *big bang* » démocratique en Europe en mobilisant les citoyens.
- Relancer la croissance en Europe à travers de grands projets, financés en partie par un budget pluriannuel plus dynamique.